



Le glouton Convergys n'a pas fini d'avaler Stream, et on frôle l'indigestion !

Nous voilà arrivé dans le vif du sujet. La propagande officielle de notre Directeur Général M. Pitel a t'elle fonctionné ? Tous les doutes sont permis. A t'on une nouvelle stratégie, nous informe t'on d'une vision d'avenir ? NON ! Où sont ces business, ces opportunités de développement promises avec Convergys ? En dehors de quelques « prospects » (de potentiels peut-être futurs clients sous réserve), rien, nada... Pendant ce temps, des économies sont à réaliser, et c'est urgent ! Il faut bien que Convergys ai un retour sur investissement des plus rapides ! Alors on rogne sur toutes les dépenses, et l'administratif en fait les frais : Combien de personnes depuis quelques mois ne cessent de se plaindre de défauts de paye ? La CPAM qui ne reçoit pas les documents pour verser les indemnités ?

A propos de primes, **Sud** se demande à quoi a servit le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (un chèque de plusieurs dizaines de milliers d'euro remis par le gouvernement à Stream) ? Pas à embaucher en tout cas, vu la stagnation des effectifs sur le site... Des CDD nous quittent, d'autres arrivent (autant

de taf en plus pour les RH)... Et que trop peu de passages en CDI. Encore une promesse du patronat non tenue... Pendant ce temps, ils encaissent !

Saviez-vous que le revenu moyen des 10 plus hauts salaires de Stream a augmenté de 23,5 % soit 16109€ en 4 ans, alors que, dans le même temps, on continue à embaucher au SMIC et à garder les salaires au plus bas ? Cela signifie que chacune des 10 personnes les mieux payées a eu une augmentation mensuelle d'une moyenne de plus d'un mois de SMIC (1445€ au 1^{er} janvier 2014). C'est l'équivalent de salaire de 11 nouveaux embauchés. Et ça ne choque que nous ?

Aussi, **Sud** demande à ce que les NAO (négociations annuelles obligatoires) qui vont débiter, la direction accepte enfin d'effectuer de vraies augmentations, et cesse de distribuer des miettes aux plus bas salaires pour le profit des gros salaires. C'est notre travail qui produit la richesse. Que font-ils, ces hauts revenus ? Où sont les contrats promis ?

Little Food Truck'ons sous la pluie !

A l'initiative du CE un « Little Food Truck » se déplace sur le site. Voilà qui a ravi du monde, mais une fois son petit sac en main, point de place assise pour manger... Fort heureusement, ce jour fut clément et point d'eau ne vint se mélanger aux burgers-frites... Mais ne serait-il pas bien venu de la part du CE de soutenir les démarches de **Sud** pour qu'enfin, un local de restauration convenablement équipé soit mis en place sur le site ? Le « Little Food Truck » aura servi 50 repas en moins d'une heure le 08 juillet, rajoutons à cela le personnel apportant sa popote... Nous vous invitons donc à démarcher le CE de Stream et à l'inviter à nous soutenir dans nos démarches auprès de la direction pour l'obtention d'un local de restauration.

A noter qu'une nouvelle pétition débutera à la fin de l'été, la précédente étant devenue « contestable » au vu du nombre de personnes s'étant « désistées » à la dernière minute.

La direction ne manque pas d'air...

Mais nous on retient notre souffle ! Voilà de nombreux mois déjà que **Sud** vous a informé que la direction avait fait le choix de blinder les plateaux au mépris des conditions d'hygiène et de sécurité ; ce qui depuis de nombreuses années génère beaucoup de soucis de niveau sonore, mais aussi de ventilation, avec une climatisation du bâtiment au fonctionnement aléatoire. **Sud** avait apporté toutes les preuves nécessaires à la direction, mais elle est restée dans le déni. Non, cela ne pouvait qu'être faux ! Et en toute connaissance de cause de continuer à blinder les plateaux, en se séparant du 3ème étage, alors que dans le même temps le CHSCT contestait cette décision au motif que la direction n'était pas conforme aux règles en vigueur.

Et **Sud** d'avoir vu juste ! Alors que pendant des mois **Sud** et le CHSCT ont dû se battre pour se voir remettre l'audit effectué en fin d'année dernière (alors qu'il s'agit d'une obligation de l'employeur, mais on n'est plus à une entrave près dans les

instances), l'audit non seulement confirme ce que nous avons calculé, et c'est même pire ! Ainsi, l'on apprend que nous sommes parfois à plus de 3 fois au dessus du maximum légal.

Mais la direction ne s'est pas arrêtée là ! Non contente de continuer à entraver le CHSCT dans ses actions, elle a prit la décision unilatérale de changer les bureaux de 4ème étage pour des modèles atténuant moins bien le bruit. Là encore, **Sud** et le CHSCT on immédiatement réagit, mais la direction n'a que faire des conditions de travail... On met des bureaux aux parois plus basses et plus fines, et rien à fiche que les salariés se soient de multiples fois plaints d'un bruit ambiant important avec l'ancien matériel qui pourtant atténuait mieux les sons. Aujourd'hui les salariés de ce plateaux ont constaté que le bruit avait augmenté depuis les changements de positions de travail, au point de parfois devenir intolérable pour certains, générant fatigue excessive et maux de têtes. Et l'obligation de consultation du CHSCT à simplement été... Oublié par la direction !

Nombreux sont ceux qui se sont plaint des problèmes de bruit ambiant ou des conditions climatiques. Sachez que depuis longtemps la direction connaît ses obligations, mais elle n'a eu que faire de vos conditions de travail. Pendant ce temps, c'est leurs salaires qui augmentent, car tout l'argent économisé pour nos conditions de travail, ce sont des primes en plus pour eux !

Sud demande à ce que la direction prenne ses responsabilités et mette en place des mesures dans les plus brefs délais. Assez d'allergies, assez de bruit, il existe des obligations, et il est tant que Stream s'y conforme...

On lâche rien !



Sud Stream
Juillet 2014

Ne pas jeter sur la voie publique